

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 25 septembre 2013

Objet n° 13 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; Mme Cécile Jodogne, Conseiller communal; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mmes Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, MM. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mme Derya Alic, Conseillers communaux; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; Mme Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme Lorraine de Fierlant, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mme Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Conseillers communaux; M. Jacques Bouvier, Secrétaire communal.

ABSENTS: Mmes Mahinur Ozdemir, Catherine Moureaux, Sophie Querton, Barbara Trachte, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement taxe sur la diffusion d'imprimés publicitaires - Exercices 2014 à 2018 - Nouveau règlement #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 28 voix contre 12 et 3 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales et provinciales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du CIR 92 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Revu sa délibération du 28 septembre 2011 votant le renouvellement et la modification du règlement relatif à la taxe sur la distribution à domicile de feuilles et de cartes publicitaires ainsi que de catalogues et journaux contenant de la publicité à caractère commercial pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2016 ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 3 septembre 2013 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ARRETE :

I. ASSIETTE DE LA TAXE

Article 1

§1. - Il est établi, pour les exercices 2014 à 2018, une taxe sur la diffusion d'imprimés publicitaires. Est visée : la distribution à domicile de feuilles, de cartes, de catalogues et de journaux contenant de la publicité à caractère commercial, lorsque ces imprimés sont non adressés ainsi que l'apposition d'imprimés publicitaires sur des véhicules situés sur la voie publique.

§2. - Est uniquement visée la diffusion gratuite dans le chef des destinataires.

Article 2

§1. - Sont visés par les présentes dispositions, les imprimés publicitaires ouverts à tous les annonceurs ou émanant d'un seul commerçant ou d'un groupe de commerçants et comportant moins de 40 % de textes rédactionnels non publicitaires.

§2. - Par textes rédactionnels, il faut entendre :

- les textes écrits par les journalistes dans l'exercice de leur profession ;
- les textes qui, au niveau de la population de la commune, jouent un rôle social et d'information générale en dehors des informations commerciales ou apportent une information officielle d'utilité publique en faveur de l'ordre ou du bien être comme les services d'aide, les services publics, les mutuelles, les hôpitaux, les services de garde (médecins, infirmiers, pharmaciens) ou des informations d'utilité publique tels que les informations communales et les faits divers nationaux et internationaux ;
- les nouvelles générales et régionales, politiques, sportives, culturelles, artistiques, folkloriques,

littéraires et scientifiques et les informations non commerciales aux consommateurs ;
- les informations sur les cultes, les annonces d'activités telles que fêtes et kermesses, fêtes scolaires, activités des maisons de jeunes et des centres culturels ;
- la propagande électorale ;
- les petites annonces non commerciales émanant de particuliers, les annonces notariales et les offres d'emploi.

§3. - Sont considérés comme textes publicitaires à caractère commercial, les textes ou les articles :
- dans lesquels, il est fait mention, soit explicitement, soit implicitement, de firmes ou de produits déterminés ;
- qui, sous une forme directe ou voilée, renvoient le lecteur à des réclames commerciales ;
- qui, d'une façon générale, visent à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, des produits ou services en vue d'aboutir à une transaction commerciale.
- qui comprennent une ou des annonces émanant de particuliers ou de professionnels relatives à des transactions mobilières ou immobilières.

II LE REDEVABLE

Article 3

§1. - La taxe est due par l'éditeur des imprimés visés par les présentes dispositions.

§2. - Le distributeur des imprimés soumis à l'imposition est solidairement responsable du paiement de la taxe.

§3. - Si ni l'éditeur ni le distributeur ne sont identifiables, la taxe est due par la personne physique ou morale au profit de laquelle l'imprimé est distribué ou apposé. Par personne physique ou morale pour compte de laquelle l'imprimé publicitaire est distribué ou apposé, on entend la personne physique ou morale qui est susceptible de tirer bénéfice de la publicité.

III TAUX

Article 4

Les taux d'imposition pour l'exercice 2014 sont fixés comme suit :

- La distribution à domicile :

§1.- carte et feuille publicitaire dont la surface totale n'excède pas celle du format A4 : 0,40€ par tranche de 100 exemplaires d'un même imprimé distribué [Taux 1] ;

§2.- carte et feuille publicitaire dont la surface totale excède celle du format A4 : 1,95€ par tranche de 100 exemplaires d'un même imprimé distribué [Taux 2] ;

§3.- catalogue ou journal publicitaire : 3,94€ par tranche de 100 exemplaires d'un même imprimé distribué [Taux 3].

Est considéré comme catalogue ou journal publicitaire, la réunion, quel que soit le procédé utilisé (agrafe, collage, insertion ou autres,...), d'au moins 2 feuilles ou cartes publicitaires.

- L'apposition sur véhicules :

§1.- 25€ par tranche de 100 exemplaires d'un même imprimé publicitaire apposé [Taux 4] avec un minimum de 250€ toujours dû [Taux 5]

Toute tranche entamée étant due.

Ces taux seront majorés de 2,5% au 1er janvier de l'année suivante conformément au tableau ci-dessous:

	Exercice 2015	Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2018
[Taux 1]	0,41€	0,42€	0,43€	0,44€
[Taux 2]	2,00€	2,05€	2,10€	2,15€
[Taux 3]	4,04€	4,14€	4,24€	4,35€
[Taux 4]	25,63€	26,27€	26,93€	27,60€
[Taux 5]	256,25€	262,66€	269,23€	275,96€

Article 5

A la demande écrite du contribuable, le Collège des Bourgmestre et Echevins est autorisé à accorder un régime d'imposition forfaitaire mensuel, à raison de douze fois par an dans les cas de distributions répétitives, en remplacement des cotisations ponctuelles.

Article 6

Les taux de l'imposition forfaitaire mensuelle pour l'exercice 2014 sont fixés comme suit :

- La distribution à domicile:

§1.- carte et feuille publicitaire d'une même nature commerciale dont la surface totale n'excède pas celle du format A4 : 323€ par mois quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du mois [Taux 6] ;

§2.- carte et feuille publicitaire d'une même nature commerciale dont la surface totale excède celle du format A4 : 1.615€ par mois quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du mois [Taux 7] ;

§3.- catalogue ou journal publicitaire d'une même nature commerciale : 3.230€ par mois quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du mois [Taux 8] ;

- L'apposition sur véhicules :

§1.- 750€ par mois quel que soit le nombre d'exemplaires d'un même imprimé apposé au cours du mois [Taux 9]

Ces taux seront majorés de 2,5% au 1er janvier de l'année suivante et arrondis à l'euro près

conformément au tableau ci-dessous:

	Exercice 2015	Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2018
[Taux 6]	331€	339€	347€	356€
[Taux 7]	1.655€	1.696€	1.738€	1.781€
[Taux 8]	3.311€	3.394€	3.479€	3.566€
[Taux 9]	769€	788€	808€	828€

Article 7

La publicité distribuée à domicile par les soins de commerçants dans le cadre d'une campagne publicitaire de quartier avec un maximum de 7.000 exemplaires est exonérée ce, quel que soit le nombre de distributions par an.

IV. DECLARATION ET MESURES DE CONTROLE

Article 8

§1. - Le contribuable est tenu de faire, préalablement à chaque distribution, une déclaration à l'administration communale, contenant tous les renseignements nécessaires à l'imposition, à transmettre au plus tard dans le courant de la deuxième quinzaine du mois qui précède la distribution.

§2. - La déclaration qui accompagnera la demande de taxation forfaitaire est quant à elle valable jusqu'au 31 décembre de l'exercice en cours, sauf révocation expresse du contribuable notifiée à l'administration avec un préavis d'un mois.

Article 9

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 10

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet. La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la moitié de la taxe due.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours, à compter de la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai le contribuable n'a émis aucune observation qui justifierait l'annulation de cette procédure

Article 11

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des Impôts sur les Revenus de 1992.

Article 12

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 13

Le contribuable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit devant le Collège des Bourgmestre et Echevins. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou par son représentant et mentionne les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de six mois, à dater de la date d'envoi de l'avertissement extrait de rôle ou de l'avis de cotisation ou de celle de la perception des taxes perçues autrement que par rôle.

Article 14

La présente délibération entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014 pour un terme expirant le 31 décembre 2018 et abroge la délibération du 28 septembre 2011 visée dans le préambule

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 25 septembre 2013.

Par le Conseil:

Jacques Bouvier
Secrétaire communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 25 september 2013

Voorwerp nr 13 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; Mevr. Cécile Jodogne, Gemeenteraadslid; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mevr. Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, HH. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Gemeenteraadsliden; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; Mevr. Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beauafort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Gemeenteraadsliden; H. Jacques Bouvier, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Mahinur Ozdemir, Catherine Moureaux, Sophie Querton, Barbara Trachte, Gemeenteraadsliden.

#Objet : Belastingreglement op de verspreiding van publiciteitsdrukwerken - Dienstjaren 2014 tot 2018 - Nieuw reglement #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 28 stem(men) tegen 12 en 3 onthouding(en).

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van provinciale- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen; in het bijzonder artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken;

Gelet op de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot en met 10 van WIB 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Herziende het raadsbesluit van 28 september 2011, welke de hernieuwing en de wijziging van het reglement betreffende de belasting op de bedeling ten huize van publiciteitsbladen en -kaarten alsook op catalogi en dagbladen welke publiciteit met handelsoogmerk bevatten stemt, voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2016;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 september 2013;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

I. GRONDSLAG DER BELASTING

Artikel 1

§1.- Er wordt voor de dienstjaren 2014 tot 2018 een belasting geheven op de verspreiding van publiciteitsdrukwerken. Wordt geïmagineerd : de aan-huisbedeling van bladen en -kaarten, catalogi en dagbladen welke publiciteit met handelsoogmerk bevatten wanneer deze drukwerken niet zijn geadresseerd alsook het aanbrengen van reclamedrukwerk op voertuigen die zich op de openbare weg bevinden.

§2. - Enkel de gratis verspreiding bij de bestemmingen wordt geïmagineerd.

Artikel 2

§1. - Volgende bepalingen treffen de publicitaire drukwerken : welke aan alle aankondigers worden opgesteld of welke uitgaan van één handelaar of van een groep van handelaars en welke minder dan 40 % niet publicitaire redactionele teksten bevat.

§2. - Met redactionele teksten dient te worden verstaan:

- de geschreven teksten door journalisten in de uitoefening van hun beroep;
- de teksten welke naar de inwoners van de gemeente toe, een sociale en algemene voorlichtingsfunctie vermelden, buiten de handelsinformatie of welke een officiële voorlichting van openbaar nut aanbrengen ten voordele van de orde of het openbare nut, zoals hulpdiensten, openbare diensten, ziekenfondsen, hospitalen, wachtdiensten (dokters, verplegers, apothekers) of inlichtingen van openbaar nut zoals

gemeentelijke inlichtingen of nationale en internationale berichten;

- algemene, regionale, politieke, sportieve, culturele, artistieke, folkloristische, literaire en wetenschappelijke berichten alsook inlichtingen zonder handelsdoeleinden welke voor de gebruikers bestemd zijn;
- inlichtingen inzake erediensten, aankondigingen voor activiteiten als festiviteiten, kermissen, schoolfeesten, activiteiten van jeugdtehuizen en culturele centra ;
- verkiezingspropaganda;
- de kleine niet-commerciële advertenties uitgaande van particulieren, de notariële aankondigingen, en werkaanbiedingen.

§3. - Worden beschouwd als publicitaire teksten met handelsdoeleinden, de teksten of de artikels:

- in dewelke uitdrukkelijk of niet, melding wordt gemaakt van bepaalde firma's of bepaalde producten;
- die, de lezer rechtstreeks of onrechtstreeks, verwijzen naar handelsreclame;
- die, op een algemene wijze, ernaar streven firma's, producten of diensten te vermelden, te laten kennen, en aan te bevelen teneinde een handelstransactie te kunnen afsluiten;
- die, één of meer advertenties van particulieren of professionals bevatten met betrekking tot transacties van effecten of onroerende goederen.

II. BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 3

§1. - De belasting is verschuldigd door de uitgever der drukwerken welke door bijgaande bepalingen wordt getroffen.

§2. - De verdeler van de drukwerken, aan deze belasting onderworpen, is solidair aansprakelijk door de betaling van de belasting.

§3. - Indien noch de uitgever, noch de verdeler identificeerbaar zijn, is de belasting verschuldigd door de natuurlijke persoon of de rechtspersoon ten behoeve van wie het drukwerk is uitgedeeld of aangebracht. Onder natuurlijke persoon of rechtspersoon ten behoeve van wie het drukwerk is uitgedeeld of aangebracht, verstaan we de natuurlijke persoon of rechtspersoon die mogelijks voordeel kan trekken uit de publiciteit.

III. AANSLAGVOET

Artikel 4

De aanslagvoeten voor het dienstjaar 2014 worden als volgt vastgesteld:

- De aan- huisbedeling:

§1. - publiciteitsbladen en -kaarten waarvan de totale oppervlakte deze van het formaat A4 niet overschrijdt: 0,40€ per 100 verdeelde exemplaren van eenzelfde drukwerk [[aanslagvoet 1](#)];

§2. - publiciteitsbladen en -kaarten waarvan de totale oppervlakte deze van het formaat A4 overschrijdt: 1,95€ per 100 verdeelde exemplaren van eenzelfde drukwerk [[aanslagvoet 2](#)];

§3. - catalogus en publiciteitsdagblad : 3,94€ per 100 verdeelde exemplaren van eenzelfde drukwerk [[aanslagvoet 3](#)].

Wordt beschouwd als catalogus of publiciteitsblad, de samenstelling, wat ook de gebruikte methode betreft (klem, gelijmd, invoeging,...) van ten minste 2 bladen of publiciteitskaarten.

- Het aanbrengen op een voertuig :

§1. - 25€ per schijf van 100 aangebrachte exemplaren van hetzelfde drukwerk [[aanslagvoet 4](#)] met een minimum van 250€ dat altijd verschuldigd is [[aanslagvoet 5](#)];

De belasting is verschuldigd voor ieder begonnen schijf.

Deze aanslagvoeten zullen per 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2,5% volgens onderstaande tabel:

	Dienstjaar 2015	Dienstjaar 2016	Dienstjaar 2017	Dienstjaar 2018
[aanslagvoet 1]	0,41€	0,42€	0,43€	0,44€
[aanslagvoet 2]	2,00€	2,05€	2,10€	2,15€
[aanslagvoet 3]	4,04€	4,14€	4,24€	4,35€
[aanslagvoet 4]	25,63€	26,27€	26,93€	27,60€
[aanslagvoet 5]	256,25€	262,66€	269,23€	275,96€

Artikel 5

Op schriftelijke aanvraag van de belastingplichtige kan, ter vervanging van de gelegenheidsheffing en in geval van wederkerende bedelingen, het College van Burgemeester en Schepenen een forfaitair maandelijks belastingstelsel verlenen, dit a rato van twaalf keer per jaar.

Artikel 6

De maandelijks forfaitaire aanslagvoeten voor het dienstjaar 2014 worden als volgt vastgesteld:

- De aan- huisbedeling:

§1. - publiciteitsbladen en -kaarten van dezelfde commerciële aard en waarvan de totale oppervlakte deze van het formaat A4 niet overschrijdt: 323€ per maand wat ook het aantal exemplaren is dat in de loop van de maand verdeeld werd [[aanslagvoet 6](#)];

§2. - publiciteitsbladen en -kaarten van dezelfde commerciële aard en waarvan de totale oppervlakte deze van het formaat A4 overschrijdt: 1.615€ per maand wat ook het aantal exemplaren is dat in de loop van

de maand verdeeld werd [aanslagvoet 7];

§3. - catalogus en publiciteitsdagblad van dezelfde commerciële aard: 3.230€ per maand wat ook het aantal exemplaren is dat in de loop van de maand verdeeld werd [aanslagvoet 8].

- Het aanbrengen op een voertuig :

§1. - 750€ per maand, wat ook het aantal exemplaren van hetzelfde drukwerk is dat in de loop van de maand aangebracht werd [aanslagvoet 9].

Deze aanslagvoeten zullen per 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2,5%, afgerond naar de dichtstbijzijnde euro, volgens onderstaande tabel :

	Dienstjaar 2015	Dienstjaar 2016	Dienstjaar 2017	Dienstjaar 2018
[aanslagvoet 6]	331€	339€	347€	356€
[aanslagvoet 7]	1.655€	1.696€	1.738€	1.781€
[aanslagvoet 8]	3.311€	3.394€	3.479€	3.566€
[aanslagvoet 9]	769€	788€	808€	828€

Artikel 7

De publiciteit, welke door handelaars wordt verdeeld aan huis in het kader van een publiciteitsactie in de wijk, met een maximum 7.000 exemplaren, ongeacht het aantal bedelingen per jaar, wordt van deze belasting vrijgesteld.

IV. AANGIFTE EN CONTROLEMAATREGELEN

Artikel 8

§1. - De belastingplichtige is ertoe gehouden voorafgaandelijk aan iedere bedeling, een aangifte in te vullen bij het gemeentebestuur, welke alle elementen bevat, vereist tot vaststelling van de belastingaanslag, uiterlijk over te maken in de loop van de tweede helft van maand voorafgaand de verspreiding.

§2. - De aangifte die de vraag tot forfaitaire belasting vergezelt, zal geldig blijven tot 31 december van het lopende dienstjaar, in zo verre de herroeping ervan niet schriftelijk wordt betekend aan het gemeentebestuur met een vooropzeg van één maand.

Artikel 9

De belastingkohieren worden vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar.

Artikel 10

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de eventuele controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met een bedrag gelijk aan de helft van de verschuldigde belasting

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het College van Burgemeester en Schepenen per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure zou rechtvaardigen.

Artikel 11

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Bij gebrek aan betaling binnen deze termijn brengen de verschuldigde sommen ten bate van het gemeentebestuur, een nalatigheidintrest op, berekend volgens de bepalingen van artikel 414 van het Wetboek van de Inkomstenbelasting van 1992.

Artikel 12

De belasting wordt door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 13

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen. Het bezwaar moet gedagtekend en ondertekend zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger, met vermelding van naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld, alsook het onderwerp van het bezwaar, het verslag van de feiten en de middelen.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van verval, binnen de termijn van zes maanden vanaf de datum van de verzending van het aanslagbiljet of deze van de inning van belastingen voor degene die niet aan de hand van een kohier werd geïnd.

Artikel 14

Dit huidige raadsbesluit treedt in voege op 1 januari 2014 voor een termijn vervallend op 31 december

2018 en herroept het in de inleiding bedoelde raadsbesluit van 28 september 2011.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 25 september 2013.

Namens de raad :

Jacques Bouvier
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter